

François Hollande : de la désinvolture à la transgression.

Posté le : 6 novembre 2014 11:28 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Après l'épisode tragi-comique de la crise gouvernementale de fin août 2014, marquée par l'éviction de quelques ministres sans importance, l'épisode tragi-comique de la crise conjugale présidentielle, marquée par la vengeance livresque de la répudiée, l'épisode tragi-comique de l'enfumage de la Commission Européenne par un Président français bien décidé à s'essuyer les pieds sur l'obligation de maintenir le cap de la réduction des déficits publics, marquée par le retour de bâton de la Commission trompée mettant en lambeaux les fausses prévisions économiques du gouvernement français, après l'épisode tragi-comique de la crise idéologique marquée par le livre d'Eric Zemmour, qui montre une intelligentsia de droite et de gauche totalement aux abois devant l'énoncé de quelques évidences, après l'épisode tragique et comique à la fois de la "répression" des casseurs écologistes, s'opposant au barrage d'un ruisseau, marqué par la mort d'un manifestant tué par une grenade offensive, après l'exhibition tragi-comique d'un Ministre de l'Intérieur qui déballe en public "son cœur ému" d'avoir à assumer un "Malek Oussekin" de gauche et qui se rachète en annonçant très médiatiquement qu'il va monter une buvette pour les migrants qui prennent d'assaut Calais, ... en 2015, voici venir l'épisode tragi-comique de la tentative d'assomption médiatique d'un Président à mi-mandat, qui a absolument tout raté, en divisant, meurtrissant, appauvrissant et affaiblissant par tous moyens la France et les Français, et qui prétend au milieu de la haine générale et notamment de ceux qui l'ont servi un temps, réfléchir "à un nouvel élan" pour la seconde mi-temps afin d'être à nouveau élu en 2017.

Compte tenu de l'impact économique de l'échec de la politique suivie depuis deux ans et demi, 500.000 chômeurs de catégorie A en plus, un et demi à deux millions de personnes de plus ramenées à une vie soumise à la seule subvention publique, des dizaines de milliers d'entreprises en faillite, un sous investissement tragique, l'effondrement immobilier, le gonflement de la dette à près de 100% du PIB et 200% de la valeur ajoutée des entreprises non financières de plus de une personne, des déficits non maîtrisés qui s'accroissent au lieu de se réduire malgré la dégelée fiscale imposée aux Français, Il est intéressant de s'interroger sur le mode de fonctionnement du cerveau présidentiel et ses conséquences pour les trois années à venir.

Nous avons noté depuis les dernières élections présidentielles que ce Monsieur Hollande était désinvolté et n'avait pas de respect pour grand-chose. En fait on ne peut plus parler de simple désinvolture mais bien de transgression.

"La **transgression** est l'action de transgresser, de ne pas respecter une obligation, une loi, un ordre, des règles. Par extension, une transgression désigne le fait de :

- ne pas se conformer à une attitude courante, naturelle,
 - progresser aux dépens d'autre chose, d'empiéter sur quelque chose, d'envahir,
 - dépasser une limite ou ses limites,
- d'aller contre ce qui semble naturel."

Telle est la définition donnée par Wikipedia.

Transgresser n'est pas simplement bousculer les convenances. Transgresser prend toujours la forme du viol d'une règle généralement admise, car jugée par le plus grand nombre comme nécessaire à l'objet de la vie d'un groupe. Comme tout viol, la transgression signale le narcissisme du transgresseur, son sentiment de supériorité vis-à-vis du vulgaire, l'affirmation que son désir est au dessus de toute règle.

On manquerait de place pour énumérer toutes les transgressions dont témoignent le parcours et l'action de François Hollande.

Engrosser à plusieurs reprises une femme sans l'épouser reste transgressif aux yeux de nombreuses Françaises et Français, même si les mœurs ont changé depuis 1968.

Cette première transgression en a amené d'autres.

Premier président arrivant à l'Elysée avec une maîtresse en titre

Premier président à évacuer sur une civière ladite maîtresse, bourrée de tranquillisants, peu après avoir été surpris avec une starlette vieillissante

Premier président à vouloir installer plusieurs anciennes maîtresses à des postes de pouvoir (perchoir de l'assemblée, objectif raté, puis ministre pour l'une d'entre elle, maire de Paris pour l'autre), Mitterrand n'ayant promu sous les quolibets qu'une seule d'entre les siennes (mais c'était au poste de premier ministre et cela ne dura pas).

Liquidation du principe d'égalité dite "horizontale" pour les allocations familiales,

Multiplés attaques fiscales contre la famille

Mariage homosexuel.

Ces transgressions à répétition ont fini par mettre dans la rue des centaines de milliers de Français, qui considèrent qu'on ne peut pas être à ce point désinvolté et transgressif lorsqu'on est chargé d'incarner un pays où la famille reste la cellule de base.

Si on s'en tient à la sphère purement républicaine, le principe assumé lors de la campagne présidentielle selon lequel 10% de la population paierait 90% de l'effort de redressement des finances publiques est clairement une transgression.

La règle républicaine veut que les citoyens concourent à proportion de leur revenu à l'effort national lorsqu'il est requis. Pompidou est le dernier Président à avoir répéter inlassablement ce principe. "Tous ensemble, nous sortirons rapidement de la difficulté".

L'idée que les 10% les plus riches devraient contribuer seuls et massivement au "redressement productif", symbolisée par la tranche à 75%, une fois mise en œuvre, a eu les effets délétères que l'on constate.

- Le mépris pour une aussi vile démagogie

- La mise au pilori d'un groupe nécessaire à la croissance, provoquant l'arrêt de l'investissement et du marché immobilier, tout en provoquant une vague d'émigration en un temps où on aurait besoin de tout le monde.

- Le développement dans le public frappé dans son emploi et son revenu de l'idée que les riches suffiraient à payer la crise et ses conséquences, ce qui s'est naturellement révélé un mensonge éhonté dans les faits, mais qui continue de faire rêver d'une mythique "réforme fiscale" qui ferait

enfin payer les riches, alors que le taux de prélèvement, tous impôts et taxes confondus dépassent 100% pour des dizaines de milliers de Français.

Il est vrai qu'aussi bien Jospin que Sarkozy avaient commencé à franchir cette ligne jaune.

Jospin après avoir monter les prélèvements sur les hauts revenus et les fortunes à des niveaux intolérables, avait compris qu'il avait été trop loin (l'affaire de la cagnotte). Fabius l'avait aidé à comprendre le phénomène. Il a donc réduit les impôts mais de façon dissymétrique par rapport à la hausse. Au lieu de le faire dans les mêmes proportions qu'il les avait augmentés pour chaque groupe de revenu, il a choisi de transférer à ceux qui ne paient pas d'impôts une fraction de la hausse infligée par l'impôt progressif à ceux qui le paient. Ce fut le PPE, solution absurde, compliquée, injuste qui consiste à dire : je prends directement aux tranches hautes pour donner, sans conditions ni objet défini, aux tranches basses. Il n'y a pas de limites à ce genre de distribution qui s'apparente à l'achat de vote plus qu'à une politique sociale.

Lors de l'affaire du RSA, Sarkozy avait pris directement (beaucoup) par l'impôt sur les intérêts de quoi doper (peu) les allocations des rmistes. Et c'était également de l'achat de vote.

On peut vouloir aider les plus démunis, et on le fait depuis des décennies, tout en conservant le principe du juste effort contributif en fonction du revenu.

La transgression du principe républicain est aggravée quand on brûle la chandelle par les deux bouts : impôt confiscatoire concentré sur un petit nombre, et prix différentiel pour les riches de l'accès aux services publics.

Rappelons qu'une politique d'injures ad hominem concoctée, selon FO Giesbert, directement dans le bureau de F. Hollande et appliquée à certains patrons et à l'acteur Depardieu, est une véritable transgression. Jamais jusque là un président ne s'était abaissé à détourner les moyens de l'Etat pour injurier un particulier.

Faire écouter continument son principal rival politique est également une transgression.

Il ne faut pas croire que l'esprit transgressif de M. Hollande se concentre seulement sur la bourgeoisie possédante et les institutions traditionnelles comme le mariage.

En affirmant qu'il était social-démocrate, adepte de la politique de l'offre, il a clairement transgressé un interdit de la gauche marxiste. La nomination d'un premier ministre démonstrativement non socialiste et d'un Ministre de l'économie venant de chez Rothschild, a confirmé avec un certain sadisme sa volonté de transgression des règles de son camp.

Il en va de même en Europe. En ne respectant aucun de ses engagements, il vide de son contenu le traité de Maastricht, le traité "merkozy" et toute la mécanique de sortie de crise de la zone Euro, fondée sur la mise hors-risque de l'Euro avant de progresser vers de meilleures règles de gestion de la zone.

Arrêtons la liste ici. Les lecteurs compléteront d'eux-mêmes.

Réfléchissons plutôt au rôle de la transgression. On peut faire évoluer des règles stables et généralement admises si elles provoquent un blocage nuisible à l'avenir de la société. Le bien commun peut exiger la remise en cause d'habitudes de pensée invétérée, ou de comportements finalement nuisibles.

Cela impliquerait que l'équipe dirigeante, et particulièrement son chef, défendent de façon publique un bien commun clairement affirmé dont le changement de règle serait la condition. De Gaulle a transgressé le devoir d'obéissance militaire en partant pour Londres "relever le glaive de la France". Il se faisait "une certaine idée de la France" qui a fini par être largement partagée. Le légitime l'a

emporté sur le légal.

L'ennui des transgressions "hollandaises" est qu'elles n'ont aucun rapport avec le bien supérieur de la nation. Elles ne se comprennent que comme adjuvants d'une carrière personnelle qui ne doit être entravée par rien. "Jouir sans entraves", comme son modèle, F. Mitterrand, narcissisme devant l'éternel.

M. Hollande veut être réélu, tout en faisant ce qu'il lui plaît. Tout son programme se résume à ce seul objectif. Le livre de Trierweiler le prouve à toutes les pages. L'éclat public qui a vu, nouvelle transgression, un Hollande, remettant de décoration à son premier ministre, se payer la tête du récipiendaire, et se moquer de sa volonté supposée d'être Calife à la place du Calife, est suffisamment significatif (parmi 1000 exemples du même type).

Son programme est exclusivement accès sur sa réélection en 2017, même si le mépris que les Français lui témoignent aujourd'hui, rend désormais cette tâche compliquée.

Dès le départ il avait annoncé la couleur : Je solde la crise les deux premières années en ruinant "les riches", puis je me lance dans l'achat de vote. Je cède tout aux minorités pour qu'elles me fichent la paix et votent pour moi en 2017 : les fameuses "avancées sociétale du quinquennat", chargée de masquer l'incurie des deux premières années. J'évite tout conflit avec les forces qui peuvent coaguler des mécontentements. Donc je ne réforme rien et ne fait aucun tort sensible aux fonctionnaires et aux syndicalistes. Je baisse ma culotte devant toute corporation un peu réactive : des bonnets rouges aux casseurs écologistes, en passant par les camionneurs, les taxis, la Sncf etc. En revanche je montre mon "courage" en frappant des minorités qui ne peuvent pas mobiliser. L'absence de réformes indispensables mais qui exigent un minimum de courage, provoque naturellement le glissement dans la dette et le déficit de toute la gestion publique. Mais, en 2017, il sera facile de dire : "je vous ai protégé, voyez ce que les autres veulent vous faire". Les trois cautions du dernier gouvernement : Eckert, pour l'essorage des riches, Taubira et Belkacem, pour les minorités et les idéologies "anti-bourgeoises", prouvent cette volonté présidentielle de tenir les symboles pour ne pas compromettre sa posture électorale à venir.

Reste la grande affaire : la crise économique et sociale dont le symbole est la baisse du revenu moyen par tête et la montée du chômage à des niveaux destructeurs de la cohésion sociale.

La tactique est, ici aussi, prête depuis longtemps. "C'est la faute à Jules". Le Jules en question est protéiforme.

L'Europe : "C'est la faute à Merkel, malgré tous mes efforts qui ont tout de même empêché que cela soit pire"

Les Patrons : "On leur a fait un incroyable cadeau et ils n'ont pas joué le jeu".

L'opposition : "Ils nous ont laissé une situation dont on avait pas compris qu'elle était aussi grave".

Les éléments de langage sont prêts et déjà rodés.

"Il faut faire de la politique" hurlent, chacun à leur tour, les responsables du PS et les proches du Président. Il faut traduire : l'objectif politique personnel de M. Hollande (et les places qui vont avec pour les affidés) est la seule chose qui compte et tout doit être subordonné à cet objectif.

Imposer la proportionnelle intégrale aux élections législatives serait une nouvelle transgression de l'esprit des institutions. Elle ferait du Front National la première force politique du pays et rendrait la France ingouvernable. Mais selon les tenants de cette solution, elle permettrait de présenter Hollande comme le plus petit commun dénominateur capable de fédérer le magma. Ah, se retrouver seul face à Marine Le Pen ! Puis composer un gouvernement de quatrième république avec des factions !

La conséquence de la psychologie du Président Hollande, désinvolté et transgressif, est que la France sortira de ces cinq années de manipulations transgressives et d'objectifs égotistes dans un état lamentable. Aucune des grandes questions dont la France aurait dû s'emparer, comme la remise en cause de l'organisation économique de la zone Euro ou la refonte du système monétaire international, n'auront été posées. Pour porter ces thèses, il aurait fallu restaurer la situation économique du pays et rétablir l'équilibre des finances publiques. La trajectoire initiée par les réformes de la fin du mandat présidentiel précédent permettait de l'envisager.

La Commission a raison de prévoir que la politique du rat crevé au fil de l'eau ne débouchera que sur des résultats désastreux. L'économie française a été mise au service d'une ambition narcissique qui n'a aucun intérêt national. Les réserves des Français ont été pillées en vain. Le détournement de la puissance de l'Etat pour rançonner fiscalement la partie des Français les plus compétents n'a servi qu'à cautionner une politique qui laisse filer dettes et déficits publics.

La détestable stratégie hollandaise qui met la France à la remorque de son narcissisme transgressif, a-t-elle une chance de réussir ? Tactiquement oui, puisque la droite est divisée, que le FN a dépassé l'UMP, et que les centristes flottent. La droite est obligée de proposer les réformes dures que Hollande ne fera pas, donc d'inquiéter. Sur la gauche, les prétendants sont obligés de radicaliser leur discours, ce qui les rend peu crédibles : les Français ont compris qu'ils n'avaient pas besoin de plus de socialisme. Comme d'habitude les habiletés tactiques de F. Hollande le pousseront au centre du jeu.

Un grave évènement peut-il arrêter cette politique de petit malin ?

L'affaire Léonarda a montré qu'Hollande tient suffisamment le PS pour qu'il empêche de lâcher les meutes scolaires et estudiantines du PS dans la rue. Les turbulences n'ont pas tenu quinze jours.

L'affaire de l'écologiste tué à la grenade offensive montre qu'il n'y aura de grandes manifestations comme dans le cas de Malek Oussekine. La droite ne songe pas à exploiter les "cadavres exquis".

La montée vertigineuse du chômage n'a entraîné aucune réaction sociale d'envergure. Il aura suffi d'arroser.

L'Europe s'agace mais ne frappe pas la France "too big to be really struck".

Les marchés ? Le retournement de la courbe des taux d'intérêt mettrait immédiatement la France en faillite. Mais elle est trop grosse pour que cela arrive. La zone Euro sauterait.

Il se peut aussi que la situation économique devienne à ce point détestable qu'Hollande se voit obligé de se montrer transgressif vis-à-vis de lui-même, appelant à rechercher immédiatement des solutions de consensus entre partis de gouvernement, avec un gouvernement d'Union Nationale et l'engagement de ne plus jamais se présenter à une élection présidentielle.

Ce serait la meilleure solution.

La France et l'Europe n'ont pas besoin des palinodies désinvoltées devenues transgressives de M. Hollande pour sept années et demi de plus.